

L'article ci-dessous s'appuie sur le rapport (et la discussion) présenté lors des journées d'études du Comité qui se sont tenues les 25 et 26 juin 2005. Le deuxième thème abordé lors de ces journées d'études concerne la situation du mouvement ouvrier en France et en Europe. Une publication ultérieure en rendra compte.

Situation économique : trois ans après la crise économique de 2001-2002

OÙ EN EST, OÙ VA L'ÉCONOMIE CAPITALISTE ?

Si l'on compare la situation économique actuelle à celle qui prévalait il y a quatre ans, la différence semble manifeste. L'année 2001 avait été celle d'une incontestable crise : baisse mondiale du niveau de la production précédée, aux États-Unis notamment, d'une chute des investissements au cours de l'année 2000, rétraction du commerce mondial, crise boursière d'une ampleur exceptionnelle. Pour les travailleurs, cette crise se traduisait par des licenciements massifs, une hausse du chômage, une baisse du pouvoir d'achat quasi générale.

A l'été 2005, la crise paraît effacée au plus grand profit des détenteurs de capitaux : La Tribune, quotidien économique et financier en donne un aperçu en titrant le 12 août à la une : « *Profits records pour les stars de la bourses - les sociétés du Cac 40 affichent des résultats semestriels en forte hausse. Dans les deux tiers des cas, les attentes du marché ont été dépassées.* » Ce qui vaut pour la Bourse française l'est tout autant aux États-Unis, dont le poids économique est déterminant à l'échelle mondiale, et dont la situation est ainsi appréciée par Le Monde du 17 août : « *Une bonne santé qui perdure.* »

Ce bilan de santé optimiste s'appuie sur les résultats chiffrés de la croissance américaine : un produit intérieur brut dont l'augmentation au premier semestre 2005 équivaut à 3,6% en rythme annuel, ceci après une hausse du PIB de 3,8% pour l'année 2004. De même, la situation paraît s'améliorer pour d'autres puissances économiques telles que le Japon bénéficiant d'une hausse exceptionnelle de ses exportations, plus rapide que celle des importations en dépit du coût croissant du pétrole importé, dépassant 20% durant l'année 2004 ; c'est la plus forte croissance connue depuis 1981. Certes,

La crise s'ouvrit dès le début de l'année 2001, c'est-à-dire – il faut le rappeler – bien avant les attentats du 11 septembre à New York. Ainsi, le taux de croissance de la production industrielle américaine, qui était supérieur à 6% durant le premier semestre 2000 était devenu négatif, à moins 4,8% en août, un résultat jugé alors « catastrophique ».

L'évolution du commerce mondial refléta la chute du taux de croissance : en hausse de 11% durant l'année 2000, il recula de 1,5% en 2001 et ne redevint à peine positif que l'année suivante. L'évolution du taux de croissance du PIB alla dans le même sens, mais de manière moins forte, devenant nettement négative dans

il n'a pas manqué durant la même période de résultats inquiétants pour relativiser cette soi-disant « *bonne santé* » de l'économie américaine et, au-delà, de l'ensemble de l'économie mondiale : ainsi le déficit de la balance des paiements américains s'est encore aggravé, celui du déficit commercial étant en particulier considéré comme « *hors de contrôle* ». La bulle spéculative immobilière dans nombre de pays constitue une menace redoutable ; de même la croissance des sociétés d'investissements spéculatifs. L'économie des pays de la zone Euro est jugée atone, avec un taux de croissance limitée à 0,5% au premier trimestre et réduit à 0,3% au deuxième. Quant à l'économie française, elle n'a évité une pure et simple récession au premier semestre 2005 que d'extrême justesse.

Il n'en demeure pas moins que la reprise globale de la croissance est manifeste : pour l'année 2004, le taux de croissance du « PIB mondial » aurait été d'au moins 3,8%, voire de 5 % selon le FMI.

Par contre, les premières estimations données pour l'année en cours sont souvent moins élevées et fluctuantes, et les manifestations d'inquiétudes se multiplient quant à l'importance et la durée de cette reprise. La menace d'un krach de grande ampleur, d'un « scénario noir » est fréquemment évoquée. Pour dégager ce qui est en gestation aujourd'hui, il est nécessaire de revenir sur quelques récentes données et sur les moyens mis en œuvre par les autorités monétaires et les gouvernements au service du capitalisme en général et des monopoles en particulier. De même, est-il nécessaire de revenir sur quelques aspects majeurs de la situation économique et politique générale.

2001-2002 : UNE CRISE LIMITÉE

les principaux pays durant un ou deux trimestres. Au total, après une croissance du PIB mondial de +4,6% en 2000, cette croissance du PIB se réduisit à +2.3% pour l'ensemble de l'année 2001 (+0.8% pour les principaux pays industriels). Cette crise fut donc limitée quant à sa profondeur et à sa durée. Rien à voir par exemple, avec la crise qui s'ouvrit en 1929.

Il suffit de rappeler que l'indice de la production industrielle sur une base de 100 en 1929 tomba à 63,4 en 1932 et celui du commerce mondial à 41. Il n'y guère qu'au niveau boursier que la crise prit véritablement, en 2001-2002, la dimension d'un krach.

On peut en effet juger de l'ampleur de la chute des cours boursiers qui s'était engagée dès l'année 2000 : entre le sommet historique atteint en mars 2000 et le point le plus bas touché en juillet 2002, l'indice Down Jones perdait 30% tandis que l'indice Nasdaq, autre indice américain de référence, perdait 75%. La Bourse française plongeait dans les mêmes proportions, le CAC 40 perdant 60%. Quant à la Bourse de Tokyo, elle poursuivait une dégringolade ininterrompue depuis

1990. Cette crise boursière menaçait le système bancaire, les banques comptabilisant comme soi-disant « actifs » ces actions de plus en plus dévalorisées. Mais cette dégringolade fut de courte durée et le niveau des Bourses se redressa sensiblement à partir de 2003.

Aussi la crise de 2001-2002, en particulier pour les États-Unis, a-t-elle pu être considérée comme « *la plus faible de l'histoire* ».

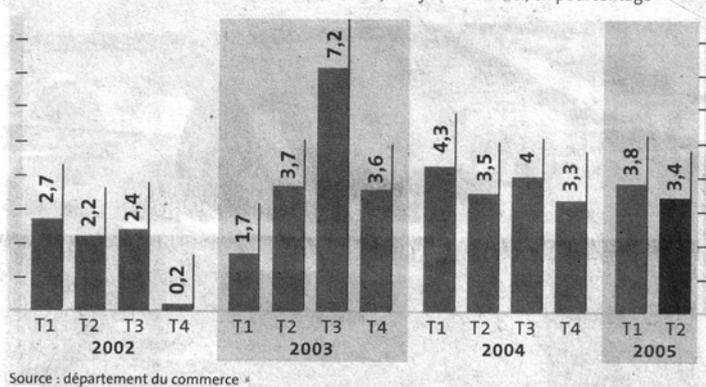
2003-2004 : UNE CROISSANCE SIGNIFICATIVE

A partir de 2003, la reprise sera suffisamment forte pour que dès août 2004 l'éditorialiste des Échos puisse écrire :

« *Officiellement tout va bien. L'économie mondiale tourne mieux que prévu, et ça ira encore mieux l'an prochain (...). Pour les pays industrialisés, l'OCDE table sur 3,4%, alors qu'elle évoquait moins de 2%. A l'échelle mondiale, le FMI a aussi remonté ses estimations.* » Et cette reprise, incontestable, s'est prolongée jusqu'à l'été 2005.

Ceci est manifeste en ce qui concerne en particulier les États-Unis, comme le montre le graphique publié ci-après par Le Monde du 17 août 2005 :

Croissance trimestrielle du PIB américain, en rythme annuel, en pourcentage



En ce qui concerne l'Union européenne, la « reprise » fut plus lente et moins forte mais néanmoins réelle. Elle fut différenciée selon les pays. Il en résulte une envolée des « bénéfiques », dont l'indice Standard and Poor's évalue la progression, en 2004, à 24% pour les 500 principales entreprises américaines. Les bénéfiques de ces mêmes entreprises progressent encore de 14% pour le seul premier trimestre 2005.

En France, entre juillet 2004 et juillet 2005, la croissance des bénéfiques des principales entreprises cotées à la Bourse est de 44%.

Quelques exemples sont illustratifs : le pétrolier Total a affiché, en 2004, 9 milliards d'euros de bénéfices. British Petroleum annonce 23 milliards, soit l'équivalent du PNB de la Bulgarie.

Quant aux profits des six principales banques françaises, en progression de 20%, ils atteignent 16 milliards d'euros en 2004 ; rapportés au nombre d'employés de ces banques, cela représente 35 000 euros par salarié.

Pourtant, dès août 2004 se multiplient les manifestations d'inquiétudes sur les menaces croissantes qui pèsent sur le système financier et économique international.

INQUIETUDES QUANT AUX PROFITS ET AUX MARCHES BOURSIERS

C'est une phénomène inhérent au système capitaliste que l'extrême diversité des résultats financiers quant aux profits et aux résultats boursiers. Le système bancaire, la Bourse, le crédit, permettent l'établissement d'un taux de profit moyen.

Mais la situation présente est marquée par le fait que l'essentiel de la hausse des profits bénéficie à un nombre restreint de monopoles qui distribuent une part majeure des dividendes. Ainsi les bénéfices du groupe Total – tirés par la hausse de 33% du prix du pétrole en six mois – ont bondi de 41% en un semestre. Or ce groupe représente la première capitalisation à la Bourse de Paris et pèse à lui seul 15% de l'ensemble du CAC 40. Mais d'autres groupes sont pénalisés par la hausse des matières premières, notamment le pétrole, le fer et l'acier.

Si l'on prend les résultats d'ensemble de la Bourse de Francfort pour l'année 2004, le contraste est manifeste : d'un côté les 30 principales sociétés de l'indice phare DAX 30 ont versé 15 milliards d'euros de dividendes, soit une hausse annuelle de 44% ; de l'autre 952 sociétés cotées en Bourse, dont une nette majorité – 582

exactement – n'ont versé aucun dividende, et souvent depuis deux ans.

Le même phénomène prévaut aux États-Unis où les « majors » pétroliers et les trusts des matériaux et de l'acier affichent de larges profits tandis que certains des trusts du transport aérien et de l'automobile sont au bord de la faillite.

L'ensemble de ces éléments contrastés est à mettre en relation avec l'évolution générale des cours de la Bourse. Si remontée des cours il y a eu, le niveau moyen des actions sur les différentes places est très loin d'avoir retrouvé les sommets d'avant la crise de 2001, que ce soit en Europe ou aux États-Unis (on ne parle même pas de la Bourse de Tokyo, fracassée depuis le krach de 1990).

Faisant le bilan de l'année 2004, le quotidien Les Échos s'étonne : « *c'est une paradoxe incroyable. Rarement la croissance mondiale n'a été aussi forte, rarement l'argent a été aussi peu cher et jamais les Bourses n'ont fait autant de surplace tétanisées par l'avenir et par une « risquophobie » croissante* ». Et le commentateur d'évoquer le renchérissement du prix du pétrole et des

autres matières premières ainsi que les « souvenirs » laissés par quelques faillites retentissantes telles que celle d'Enron aux États-Unis.

Depuis le début de l'année 2005, cette situation ne s'est pas arrangée : l'indice Dow Jones, qui était à 10 800 points début janvier, se retrouve à 10 500 à la mi-août ; le Nasdaq se retrouve lui-même légèrement en dessous du niveau de janvier. Il n'y a guère que la place de Paris à avoir sensiblement progressé, le CAC 40 croissant de plus de 15% en six mois.

« *Paradoxe incroyable* » ? En réalité, cette situation médiocre est le reflet de la fragilité de la reprise à l'étape actuelle. Et si la spéculation boursière est un facteur décisif dans la détermination du niveau des actions, facteur en partie autonome, cette spéculation joue à partir de données réelles, de la production marchande et

de la réalisation de la plus-value, et d'un taux de profit considéré comme suffisant ou non.

A l'évidence, nombre de détenteurs de capitaux considèrent que, si le taux de profit a pu se rétablir, c'est de manière insuffisante ou non satisfaisante. Vont dans le même sens trois autres caractéristiques de la situation présente : le fait que nombre de groupes disposent d'une importante trésorerie mais ne l'investissent pas ; le fait que des volumes très importants d'actions sont rachetés par une grande partie des monopoles, ce qui revient à dire aux actionnaires : « *nous ne savons pas quoi faire de votre argent* » ; le fait que de nombreux groupes empruntent non pour investir mais pour racheter leurs propres actions. Ces quelques faits donnent un caractère particulier à la reprise engagée en 2003, et nécessitent de revenir sur les conditions de cette reprise.

RETOUR SUR LA CRISE DE 2001 : CAUSES ET CONDITIONS D'UNE REPRISE

Fondamentalement, la cause de la crise qui s'ouvrit en 2001 est la même que celle de toute crise du mode de production capitaliste : la contradiction entre l'appropriation privée des moyens de production et le caractère social de la production. Cette contradiction entraîne une surproduction par rapport aux besoins solvables, qui sont les seuls qui comptent pour le capital, provoquant la baisse des taux de profit. D'où résultent baisse de l'investissement, licenciements massifs, recul de la production, développement de la misère.

Or les profits avaient chuté tout au long de l'année 2000, corrélativement à la baisse du taux d'utilisation des capacités de production. Il en était résulté une chute sensible des investissements précédant de plusieurs mois la baisse générale du taux de croissance en 2001.

Pour qu'il y ait reprise économique il faut que la crise ait rempli, au moins partiellement, sa fonction d'« épuration » de l'économie : éliminer une partie du capital obsolète, dévaloriser le capital dans son ensemble, le capital constant (équipements, stocks...) mais aussi le capital variable. C'est à ces conditions qu'est créée la possibilité d'une amélioration du taux de profit, d'où résulte alors la reprise de l'investissement.

Dans ce processus, la dévalorisation du capital variable, c'est-à-dire la baisse de la valeur de la force de travail, joue un rôle important.

La volonté de la bourgeoisie de préserver ses profits, la nécessité de rétablir le taux de profit poussent aux licenciements, à la remise en cause des conventions collectives, à la diminution du salaire réel – direct et indirect –, à l'allongement du temps de travail. C'est ce qui amène le patronat – alors que le nombre de chômeurs ne fait que croître – à exiger une modification de la loi sur le temps de travail afin de pouvoir faire produire plus longtemps les travailleurs en activité. C'est ce qui conduit le même patronat à bloquer les salaires, ou à les augmenter moins que le taux d'inflation, ce qui entraîne la baisse du pouvoir d'achat, c'est-à-dire la baisse de la valeur de la force de travail, et ceci alors même que – en période de crise – les stocks d'inventaires s'accumulent et que les capacités de production ne sont que partiellement utilisées.

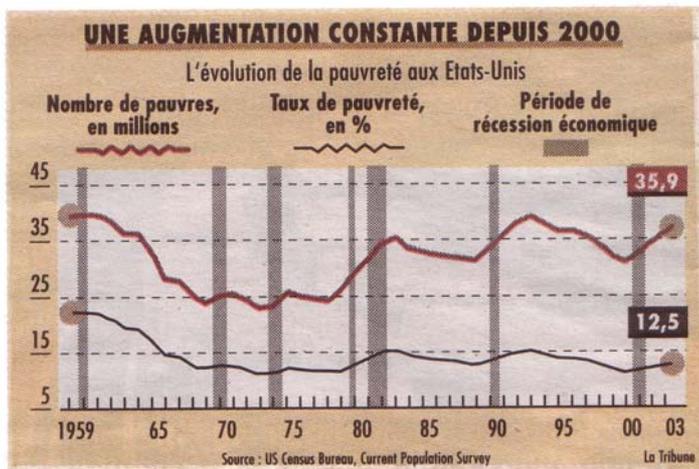
Quelques exemples récents : selon les chiffres officiels – dont on sait qu'ils ne reflètent qu'une partie de la réalité – le taux de chômage s'est accru, en France, de 9.4% à 10% durant l'année 2003 ; il atteignait 10.2% en avril 2005.

Entre 1980 et 1990, le nombre de contrats à durée déterminée (CDD) a doublé en France. En 2004, il est devenu la norme : 72% des embauches en 2004 se sont effectués en CDD.

Selon l'association CERC, le salaire des travailleurs en France, à qualification constante et déduction faite de l'inflation, a en moyenne diminué de 0.1% par an en 2002 et 2003. Il est vraisemblable que le chiffre réel est plus élevé.

Aux États-unis, plusieurs millions d'emplois furent supprimés en 2001-2002. Depuis il y a eu reprise des créations d'emplois mais sans que soit effacée la totalité des suppressions. En outre, beaucoup de ces nouveaux emplois sont peu qualifiés et moins payés. En septembre 2004, 65% de chômeurs américains qui retrouvaient un emploi devaient accepter qu'il soit moins payé que le précédent. Très officiellement, selon les services américains de recensement (Census), le taux de pauvreté – selon les critères américains – a augmenté en 2003 pour la troisième année consécutive, de 12,1 à 12,5% de la population, son plus haut niveau depuis 1998.

En 2003, ce sont 35,9 millions d'américains qui étaient ainsi catalogués comme pauvres, parmi lesquels nombre de salariés classés comme « travailleurs pauvres ». On considère comme « pauvre » aux États-unis un ménage de trois personnes dont les revenus sont inférieurs à 1225 dollars par mois (soit 1000 euros environ). Il faut rappeler qu'un grand nombre de travailleurs n'ont, en outre, pas de couvertures médicales et de retraites, et que le système scolaire et universitaire est en grande part payant. Le tableau ci-après, tout officiel qu'il soit, a l'intérêt de montrer l'évolution de ces données depuis 1959.



Doivent bien évidemment être prises en compte, pour apprécier l'évolution générale de la valeur de la force de travail, les conséquences de la réintroduction du capitalisme dans l'ex-URSS et en Chine, l'exportation massive de capitaux notamment vers ce dernier pays, et l'exploitation particulièrement brutale d'une masse de travailleurs chinois payés à des niveaux extrêmement bas.

IL N'Y A PAS DE REPRISE SANS RENOUVELLEMENT MASSIF DU CAPITAL CONSTANT

Mais la dévalorisation du capital variable, la hausse du taux d'exploitation, ne peut assurer à elle seule le rétablissement du taux de profit moyen. S'il n'y avait pas en même temps destruction d'une partie des moyens de production et baisse générale de leur valeur, baisse du coût de matières premières, le taux de profit ne pourrait être rétabli et – c'est une loi du capitalisme – la « reprise » ne pourrait survenir.

Pour qu'il y ait reprise réelle – ce qui passe d'abord par la reprise de l'investissement –, il faut qu'il y ait hausse du taux de profit dans l'industrie, les services etc., par

suite de la liquidation du capital obsolète, par la dévalorisation générale du capital (capital constant et capital variable), l'intensification de l'exploitation et l'augmentation de la plus-value relative.

Insistons : il n'y a pas reprise et a fortiori pas de boom économique sans renouvellement massif du capital constant. Ceci est fondamental.

Mais à l'époque de l'impérialisme, la monopolisation constitue un frein à l'élimination des moyens de production techniquement dépassés, à la dévalorisation générale du capital et à son renouvellement.

LE ROLE DES BANQUES, DES MONOPOLES ET DES GOUVERNEMENTS A LEUR SERVICE

Les banques et les monopoles ne peuvent arrêter ce processus de dévalorisation mais ils peuvent l'entraver, et chercher à reporter les échéances, soit par leur propre activité de monopoles soit en obtenant des gouvernements (et autorités monétaires) les mesures exigées par la défense de leurs intérêts.

Précisons ici que l'on emploie le terme de monopoles tel qu'il a été défini à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} et tel que Lénine l'utilise : il y a situation de monopole dans un secteur d'activité dès que ce secteur est contrôlé par un nombre restreint d'entreprises, suffisamment restreint pour qu'elles puissent passer entre elles – ouvertement ou de manière dissimulée – des accords visant à se partager le marché et à préserver leurs profits en éliminant la concurrence. Ainsi les principaux producteurs mondiaux de l'acier – parce qu'ils sont peu nombreux – n'ont eu aucune difficulté il y a quelques mois pour décider une réduction de capacité de production, préservant ainsi des profits élevés alors qu'était annoncée une légère diminution de la demande.

On ne retiendra en aucun cas ici le sens que certains prétendent donner au terme de monopole : une situation où un seul groupe contrôlerait la quasi-totalité d'un secteur, situation plus que rarissime (Ayant ainsi donné un nouveau sens au mot monopole, ils sont alors amenés à créer le terme de « duopole » quand il y a deux groupes, et d'oligopole quand il y a un nombre restreint de groupes).

Ce détournement du sens premier du terme de monopole vise à faire croire qu'il y aurait une concurrence possible quand un secteur est contrôlé par deux, trois ou quatre groupes.

C'est en général au nom de cet argument qu'est exigé le démantèlement d'entreprises d'Etat ayant, ou qui avaient, le contrôle exclusif d'un secteur d'activité tel que l'électricité, les télécommunications, les chemins de fer.

Le discours habituel des chantres de la privatisation est bien connu : la « concurrence » permettrait de baisser les prix et profiterait aux « consommateurs ».

On vient de voir ce qu'il en est dans les services téléphoniques : France Telecom (privatisée), Cegetel et Bouygues sont très officiellement accusés d'entente illégale pour maintenir leurs profits exceptionnels, entente qui a duré de 1997 à 2003 (au moins) et qui a permis de fixer des prix élevés. Mais on doute que Monsieur Breton, ancien PDG de France Telecom devenu ministre de Chirac, soit véritablement inquiet...

Quant à EDF, son actuel PDG explique très tranquillement que la privatisation et la « concurrence » se traduiront par une hausse des tarifs...

Mais il faut le rappeler : le taux de profit moyen peut décroître – au point de conduire à la chute des investissements – en même temps que le volume des profits augmente, en particulier le volume des profits

réalisés par les monopoles. C'est pour cette raison que les monopoles et détenteurs de capitaux exigent – et obtiennent – de leurs gouvernements des mesures dites

de « relance » qui pallient à l'effondrement de l'investissement et préservent – autant que faire se peut – le capital constant d'une dévalorisation massive.

L'EXEMPLE JAPONAIS

La politique suivie après l'exceptionnel krach boursier de 1990-1992 est un exemple remarquable, d'autant que les gouvernements japonais successifs ont maintenu de manière quasi ininterrompue cette politique jusqu'à aujourd'hui. L'ampleur de la crise fut telle, et le volume des dettes accumulées et non remboursables par les entreprises fut si important que, dans le cadre d'une crise « classique », il aurait dû y avoir des faillites massives, des licenciements par millions et la fermeture pure et simple des principales banques du pays. Des coups importants furent effectivement portés aux travailleurs, se traduisant par une hausse importante du chômage et une baisse du pouvoir d'achat. Mais les autorités monétaires japonaises et le gouvernement conduisirent une politique de taux d'intérêts nuls et de déficits budgétaires d'une telle ampleur que les banques japonaises purent surmonter l'essentiel de leurs immenses « créances douteuses » en maintenant en vie d'innombrables créanciers qui, incapables de rembourser leurs dettes, étaient menacés de faillite.

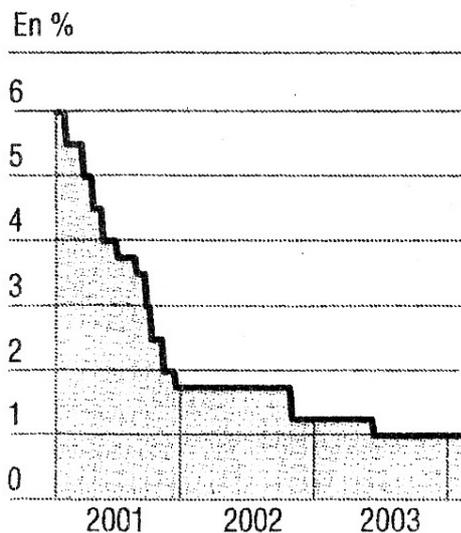
La crise fut ainsi « lissée », une partie du capital obsolète éliminé, et la plupart des grands monopoles japonais – tel Toyota – affichent aujourd'hui des profits flamboyants. Mais il n'y a pas eu depuis 1992 de véritable reprise, l'état général de l'économie et du système financier demeure chancelant, et les travailleurs payent – année après année – le prix de la crise du capitalisme au Japon.

C'est dans cette voie, avec des méthodes analogues, que le gouvernement de Bush et les responsables de la Réserve fédérale décidèrent de s'engager, avec une rare brutalité, pour tenter de surmonter la crise de 2001 : ceci non dans l'objectif de préserver les emplois et les salaires – bien au contraire !- mais dans celui de préserver les intérêts de la bourgeoisie américaine, et en particulier de ses monopoles : tant il est vrai, en particulier, que la baisse des taux d'intérêt constitue l'un des différents moyens, et pas des moindres, qui favorise la reprise : c'est un puissant facteur de hausse du taux de profit, pour les banques mais aussi pour les entreprises.

DES TAUX DE D'INTERET D'UNE FAIBLESSE EXCEPTIONNELLE

Le premier instrument fut mis en œuvre par la réserve fédérale américaine dès le début de l'année 2001 : en un an, la FED fit tomber son principal taux directeur de 6,5% à 1,75%. Par paliers, la baisse se poursuivit ensuite pour atteindre 1% en milieu d'année 2003, niveau qui sera maintenu jusqu'à l'été 2004. C'est un taux inconnu depuis un demi siècle. Si l'on tient compte de l'inflation, le taux réel est négatif, ce qui ne s'était pas vu depuis 1979. A un tel niveau, cela veut dire que les liquidités sont simplement données aux banques qui peuvent ainsi – en prélevant leur propre marge – effacer leurs pertes et rétablir leurs profits en prêtant largement à tous ceux qui peuvent emprunter. Bien évidemment, ceci pousse à la hausse de l'endettement et reporte les échéances, mais à ce moment-là, la baisse brutale des taux d'intérêts bloque le développement de la crise et favorise la « reprise » car il s'agit d'un puissant facteur de hausse du taux de profit, pour les banques d'abord mais aussi pour les entreprises.

Objectif des Fonds fédéraux



LE PLUS GRAND PLAN DE RELANCE JAMAIS VU DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Le second moyen pour surmonter la crise fut mis en œuvre par le gouvernement américain dès le début du premier mandat de Georges W. Bush, conjointement à la baisse des taux d'intérêt orchestrée par la FED : ce fut le développement d'un gigantesque déficit budgétaire, qui fit passer le budget américain d'un « excédent » de plus de 200 milliards de dollars à un déficit de 374 milliards

en 2003 et de 445 milliards au moins en 2004, soit 3,8% du PIB.

Certes « l'excédent » était quelque peu fictif car il comptabilisait l'excédent provisoire du fonds des pensions des fonctionnaires. Mais le budget, en 1999-2000, était à peu près en équilibre pour la première fois

depuis longtemps, sans pour autant que l'immense dette antérieure ait été effacée.

En tout état de cause, la mise en œuvre du déficit budgétaire fut extrêmement brutale, conduisant à mettre véritablement l'économie américaine sous perfusion budgétaire.

Ceci profita pour une part aux dépenses militaires, en hausse de 20%. Ces nouvelles dépenses contribuent à la relance de la production d'armement et apportent une bouffée d'oxygène à nombres de trusts. Ainsi Boeing compense ses difficultés dans l'aviation civile par de confortables contrats militaires. Mais l'essentiel de ce déficit budgétaire fut utilisé pour des réductions massives d'impôts directs, ceci pour un total de 1850 milliards de dollars votés par le Congrès américain en 2001, la dernière tranche de ce cadeau fiscal intervenant début 2004. En trois ans, la masse des impôts payés par les « ménages » américains s'est ainsi non seulement repliée, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, mais a été réduite de 400 milliards de dollars nets. Bien évidemment, cette manne n'a pas profité aux millions de chômeurs et de travailleurs pauvres mais a, pour l'essentiel, était reçue par la bourgeoisie grande et petite.

On estime, selon les chiffres officiels, que cette baisse d'impôts a constitué la source quasi exclusive de croissance des revenus des « ménages », croissance estimée en moyenne à près de 5% durant le premier gouvernement de G.W Bush. Mais il s'agit d'une

moyenne, alors que plusieurs millions d'emplois ont été supprimés en 2001 et 2002. En réalité, c'est l'ensemble des diverses couches de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui a tiré profit de cette politique de déficit budgétaire.

Ceci s'est traduit par le maintien de la croissance du marché immobilier, puis son accélération au cours de l'année 2003. En outre, nombre d'emprunteurs ont renégoциé leurs emprunts contractés antérieurement pour leurs maisons afin de procéder à de nouveaux emprunts pour d'autres dépenses. Le marché de l'automobile a lui aussi profité largement de la situation.

Cette politique de fuite en avant a provoqué alors une crise au sein de l'administration Bush, se traduisant par le départ du secrétaire au Trésor. Mais cette politique fut maintenue et a joué pleinement son rôle : la reprise fut d'abord faible en 2002, avec une rechute au dernier trimestre, puis s'éleva sensiblement en 2003 et 2004, avec un taux de croissance oscillant entre 3,5 et 4,5%.

L'investissement lui-même reprit à la fin de l'année 2003 ce qui signifiait que – fut-ce très partiellement – une partie du capital obsolète avait été éliminé et que se rétablissait un taux de profit à même de susciter ces investissements : les dépenses d'investissement progressèrent de près de 11% (en rythme annuel) au dernier trimestre 2003 puis de 7,2% au début de l'année 2004.

Mais les moyens mis en œuvre pour surmonter la crise de 2001-2002 ne pouvaient indéfiniment être utilisés.

L'INSOUTENABLE POLITIQUE ECONOMIQUE AMERICAINE

-Alors que, relativement à l'euro, le dollar avait progressé jusqu'à la fin de l'année 2000, la situation s'inversa rapidement au cours de l'année 2001 puis le dollar ne cessa de s'affaiblir au cours des années 2002 et 2003 du fait de la politique de déficit budgétaire pratiquée par le gouvernement américain, de l'ampleur croissante du déficit de la balance commerciale et des taux d'intérêts exceptionnellement faibles pratiqués par la FED.

La chute devint rapidement vertigineuse : début 2004, le dollar avait perdu, en deux ans, un tiers de sa valeur relativement à l'euro ; symétriquement, l'euro progressait de 50%, passant de 0,83 dollar à 1,29. On laissera aux bureaucrates syndicaux de FO et à quelques autres le soin d'expliquer que « *l'Administration Bush*

s'accommode fort bien du déclin du billet vert » et que « *l'euro fort renforce l'Amérique* » (sic) mais la réalité est strictement inverse : ce qui menace fin 2003 – début 2004, c'est un krach pur et simple du dollar avec toutes les conséquences qui en résulteraient. Afin de pouvoir continuer à financer et refinancer ses énormes déficits, l'impérialisme américain ne pouvait laisser sans risque majeur le dollar s'effondrer. La FED dut donc remonter ses taux d'intérêts. Début janvier 2004, la décision paraissait inéluctable. Mais la FED repoussa autant que possible cette décision car la « reprise » économique – obtenue sans dévalorisation massive du capital constant, sans qu'ait été liquidée une part suffisante de moyens de production excédentaires et vieillis – n'était pas assurée.

SOUS LA MENACE D'UN KRACH MONETAIRE

Le 18 janvier 2004, le dollar tombe à un plancher historique de 1,2930 pour 1 euro. Puis il se ressaisit, à 1,1770 à la mi-mai. Cela ne dure guère. En avril 2004, le seul déficit commercial a dépassé 48 milliards de dollars. Et, en mai, le mouvement des capitaux est devenu

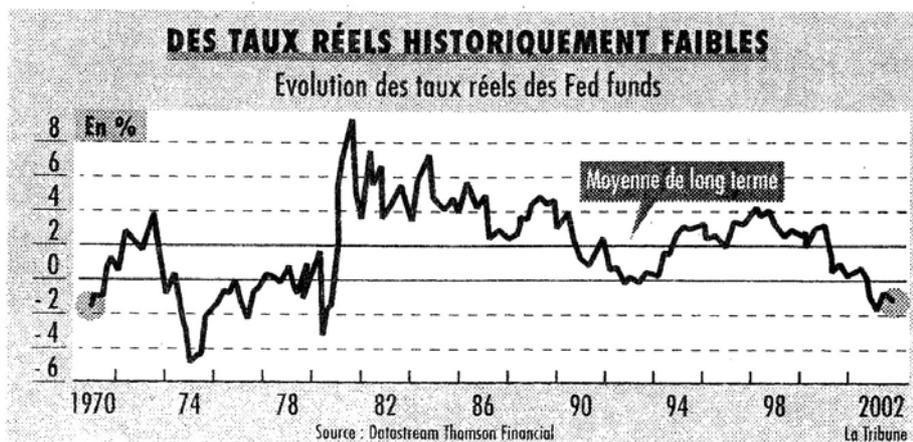
inquiétant : pour le troisième mois consécutif, les capitaux étrangers (dits « non résidents ») ont davantage vendu d'actions américaines qu'ils n'en ont achetées.

Début juin, « *le dollar brûle de nouveau les doigts* » (La Tribune du 8 juin).

Le tableau ci-après montre l'ampleur des évolutions durant six ans :



Le maintien d'un taux d'intérêt à 1% peut d'autant franchement négatif pour la première fois depuis 1992 moins durer que, corrigé de l'inflation, il est comme le montre le tableau ci-dessous :



ETE 2004 : UN TOURNANT DANS LA POLITIQUE MONETAIRE

C'est au début de l'été 2004 que la Réserve fédérale américaine s'est vu contrainte de procéder à une modification majeure de sa politique monétaire : le 30 juin, la FED mettait fin à un cycle de détente monétaire considéré comme « *le plus agressif de l'histoire moderne* » (La Tribune, 30 juin), enclenchant la première phase de resserrement des conditions de crédit depuis quatre ans.

Ce tournant, devenu inévitable, était attendu par les marchés financiers, mais également appréhendés. La Tribune du 30 juin explique que, pour Alan Greenspan et la FED, il s'agit d'une « *partie difficile* », en rappelant en particulier l'explosion de la bulle immobilière en 1990, le krach obligataire en 1994 ou l'effondrement boursier de 2000. Avec cette remontée des taux, ce sont de nouveau de tels risques qui resurgissent. Aussi la FED doit elle procéder avec précaution et lenteur, quart de point après quart de point. La hausse n'est donc que de 0,25% fin juin 2004, puis de 0,25% le 10 août. Dans cette politique de remontée des taux, les autorités monétaires américaines ont été précédées par celles de Grande Bretagne : de novembre 2003 à juin 2004, en

trois étapes, le taux directeur de la Banque d'Angleterre est passé de 3,5% à 4%. Puis, à la mi-juin, la Suisse a abandonné sa politique de taux proches de zéro. Les taux de la zone euro demeurent, quant à eux, inchangés. En ce domaine comme en d'autres pèse de manière déterminante le poids du passé : la FED est contrainte de remonter ses taux mais ne peut le faire que lentement. Le « chef économiste » de la BNP Paribas explique avec pertinence :

« *Cette orientation de la Réserve fédérale américaine constitue fondamentalement la contrainte d'une économie de bulle. Alan Greenspan reste prisonnier de ses décisions passées, legs d'une économie américaine de plus en plus financière et des excès de liquidités, caractéristiques de l'économie contemporaine. Il ne peut resserrer autant les taux comme s'il s'agissait d'un cycle classique, compte tenu notamment du niveau record de la dette domestique, de la sensibilité très forte des pays émergents aux taux américains, de la nervosité extrême du marché du logement et de la consommation de biens durables (...)* » (Les Échos, 12 août 2004).

Le dollar continuant de s'affaiblir en septembre et octobre, y compris par rapport au yen ou au franc suisse, la FED procède à une troisième hausse au début de l'automne puis une quatrième le 10 novembre 2004 : avec un taux cible des fonds fédéraux de 2%, le rendement du dollar est désormais identique à celui de l'euro. La disparition de ce handicap de rémunération ne suffit pas à donner un répit au dollar. Ceci conduit, le 14 décembre 2004, à une nouvelle hausse, mais le lendemain le dollar baisse de nouveau, à 1 euro pour 1,34 \$. Ce n'est qu'à partir du début de l'année 2005 que les hausses successives des taux de la FED vont endiguer la chute du dollar, celui-ci oscillant depuis dans une fourchette de 1 euro pour 1,20 à 1,30 dollar. Fin août

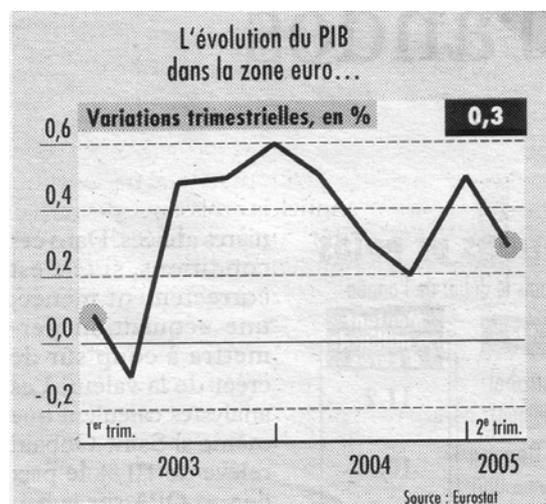
2005, le dollar avait ainsi retrouvé le niveau d'août 2004, mais en même temps le taux directeur de la FED avait atteint 3% début mai 2005. Les menaces qui pèsent sur l'économie américaine, sur le système financier, sur le dollar, n'en demeurent pas moins grandes, bien au contraire. C'est ainsi que, en dépit des appels qui se sont multipliés à la suite du cyclone Katrina pour qu'il y ait un arrêt de la hausse des taux, la Fed a poursuivi sa politique de hausse, jusqu'à 3,75 aujourd'hui. Celle-ci se combine avec le rapatriement massif des bénéfices conservés jusqu'alors à l'étranger par les trusts américains, ces trusts bénéficiant pour l'année 2005 d'une très opportune amnistie fiscale. C'est à ces conditions que le krach du dollar a été évité à ce jour.

MENACE SUR L'ECONOMIE AMERICAINE

Un nouveau krach, boursier ou monétaire par exemple, menaçant l'ensemble de l'économie mondiale peut éclater – avant de se propager – dans bien des pays. La Chine est l'un de ces pays d'où peut surgir une telle crise générale, menacée qu'elle est en particulier par le surinvestissement, la bulle immobilière, une crise bancaire et des affrontements sociaux majeurs (on estime à 16 000 le nombre de « révoltes » paysannes durant l'année écoulée à travers l'ensemble de la Chine et à 74 000 le nombre « d'incidents de masse »).

Mais c'est aux États-Unis que se concentrent les plus graves menaces, son économie étant minée par un profond parasitisme. Ceci s'exprime en particulier par la reprise et le développement de « déficits jumeaux », accentués par la politique conduite par Bush et par la FED depuis 2001, et qui pousse à la chute du dollar.

Compte tenu de son importance et de son taux de croissance depuis trois ans, l'économie américaine constitue un élément moteur pour la croissance mondiale, avec un taux annuel moyen de 4% depuis deux ans et demi. L'économie japonaise, la deuxième de la planète, a connu durant le même temps une croissance moyenne un peu plus faible, de l'ordre de 3% mais très irrégulière, franchement négative durant deux trimestres du milieu de l'année 2004 et en reprise depuis. Celui de la zone euro a été inférieur à 1,5% en moyenne annuelle. Mais tandis que le Japon et la zone euro – en particulier l'Allemagne – connaissent d'importants excédents commerciaux, la balance commerciale américaine est lourdement déficitaire, à des niveaux sans précédent.



UN DEFICIT COMMERCIAL VERTIGINEUX

Durant les années 1999-2001, alors que le dollar augmentait par rapport à l'euro, il n'a pas manqué des bons apôtres pour expliquer que le « dollar fort » exprimait « la force » des États-Unis. Ils oubliaient que depuis plus de trente ans, le dollar, pas plus que toute autre monnaie, n'est échangeable contre de l'or et que la valeur du papier n'est que relative à celle des autres papiers-monnaies. Ils préfèrent également ne pas voir que ce « dollar fort » exprimait l'afflux de capitaux en provenance des autres impérialismes qui utilisaient leurs

larges excédents pour investir aux États-Unis – Toyota par exemple – ou pour racheter banques et entreprises, dont quelques fleurons. Aujourd'hui Nissan et Toyota tirent une part essentielle de leurs profits des investissements réalisés aux États-Unis, et le groupe Daimler-Chrysler de son rachat de Chrysler, tandis que Général Motors et Ford menacent ruine.

Quelques chiffres montrent l'importance, pour les monopoles, de l'exportation de capitaux, que ce soit dans d'autres pays impérialistes ou dans des pays

dominés. Les 40 principales entreprises cotées à la Bourse de Paris, dont l'indice CAC 40 reflète la situation, emploient dans le monde, au total, 4 millions de salariés. Or 60% d'entre eux travaillent hors de l'hexagone, le groupe Lafarge atteignant 90%.

En un an, le total des effectifs employés a progressé de 1%, et le chiffre d'affaires a progressé de 6%. Pour les « bénéfiques nets », en hausse de 55% en 2004, ils représentent au total 50 milliards d'euros. C'est dire l'importance, à l'époque de l'impérialisme, de l'exportation de capitaux.

Mais les mêmes bons apôtres – dont on peut lire la prose dans *l'Humanité*, *Informations ouvrières* et *F.O Hebdo* –

expliquent aujourd'hui que le « *dollar faible* » traduirait « *la force des États-Unis* ».

Pour eux, si le dollar baisse, c'est de par la volonté délibérée du gouvernement américain dont l'objectif est de relancer ses exportations.

Certes, l'objectif existe, mais si le dollar a baissé, c'est d'abord à cause des menaces qui pèsent sur la monnaie américaine du fait des immenses déficits américains. Sinon, pourquoi augmenter les taux d'intérêts au risque de briser la « reprise » ?

Le tableau suivant publié le 13 avril 2005 dans *La Tribune* montre ce qu'il en est :



Certes, la baisse d'une monnaie ne se traduit pas ipso facto par la remontée des importations. Mais six mois plus tard, le déficit est toujours aussi fort. Élément aggravant : ce déficit ne correspond pas à un développement fort de l'investissement mais à une hausse de la consommation. Ainsi, après 3 années de baisse du dollar, à hauteur de 30% selon l'indice pondéré du dollar face aux autres monnaies, le gouffre continue de se creuser.

En ce qui concerne la balance des comptes courants, la mesure la plus large des flux d'échanges du pays, le déficit atteint 195 milliards de dollars pour le seul 1^{er} trimestre 2005, ce qui correspond à 6,4% du PIB ; le déficit de la balance des biens et services (qui constitue une partie de la Balance des comptes courants) est alors à 172 milliards de dollars pour le même trimestre.

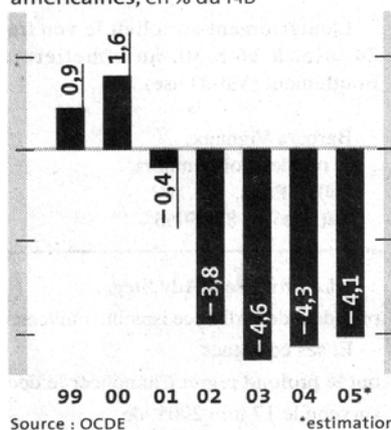
DEFICIT BUDGETAIRE ET DETTE DE L'ÉTAT

Ce qui accroît la menace que représente un tel déficit, c'est l'ampleur du déficit budgétaire, qui a explosé en 2001-2003. Certes, compte tenu de meilleures rentrées fiscales, la progression semble avoir cessé. Mais chaque nouveau déficit budgétaire accroît la dette antérieure.

UN TROU INQUIÉTANT

Le Monde 23.6.05

Solde des administrations publiques américaines, en % du PIB



JUSQU'A QUAND ?

Au vu de cet état de l'économie américaine, nombreux sont ceux qui s'inquiètent : « *combien de temps l'économie américaine pourra-t-elle vivre à crédit ?* » s'interroge ainsi Le Monde du 25 mars :

« la croissance de l'économie mondiale repose aujourd'hui en grande partie sur la consommation américaine. Elle représente un peu moins de 70% du PIB des États-Unis et près de 20% de l'activité mondiale. Contrepartie de cette situation et du laxisme budgétaire de l'administration Bush, les déficits commerciaux et des paiements des États-Unis ne cessent de se creuser.

D'autant plus vite pour les capitaux que les Américains consacrent la quasi-totalité de leurs revenus à dépenser et à rembourser leurs dettes. Le taux d'épargne des ménages aux États-Unis est tombé au niveau sans précédent de 1,5% du revenu disponible. Le système fonctionne car les banques centrales des pays qui exportent vers les États-Unis recyclent leurs considérables excédents en dollars. En 2004, la Chine a dégagé un surplus avec les États-Unis de 162 milliards de dollars (125 milliards d'euros), l'Union européenne de 114 milliards, le Canada et le Mexique de 111 milliards et le Japon de 75 milliards. Face à de tels équilibres, la principale variable d'ajustement est monétaire. Voilà pourquoi le dollar ne cesse de s'affaiblir depuis trois ans. Il a perdu près de 38% face à l'euro et 23% contre le yen. En théorie, cela devrait rendre les produits américains plus compétitifs. En pratique, cela n'a aucun effet. Le déficit commercial a encore atteint en janvier 2004 un sommet à 58 milliards de dollars. »

Et si l'auteur de l'article fait ensuite référence à l'« optimisme » d'Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, il doit également prendre en compte les inquiétudes de nombre d'autres « experts ».

Pour ceux-ci, « *l'issue s'annonce douloureuse. Quand les banques centrales cesseront d'acheter des dollars, l'économie mondiale subira un choc de grande ampleur. C'est la conclusion de l'étude des économistes d'Ixix CIB. Ils estiment que les déséquilibres ne peuvent plus être résorbés sans une récession aux États-Unis et, sans doute ensuite, dans le monde.* »

Quelques mois plus tard, il apparaît que le taux d'épargne des ménages avait encore chuté, tombant à 0% en juin 2004 : avec une moyenne de 0,2% pour le 2^{ème} trimestre, c'était la statistique la plus faible depuis que celle-ci a commencé à être calculée, il y a quarante-six ans.

« *Combien de temps* cette situation peut-elle durer ? », demandait Le Monde.

A cette question personne ne peut répondre, en particulier parce qu'il n'y a pas d'économie "en soi" et que tous les développements économiques sont liés aux développements politiques : rivalités et affrontements entre les impérialismes, conflits entre les nations dominées et ces impérialismes, luttes quotidiennes entre capitalistes grands et petits, et entre monopoles, peuvent accélérer les processus, tous ces conflits étant eux-mêmes dominés par la lutte des classes, plus exactement par celle des deux classes fondamentales, le prolétariat et la bourgeoisie.

Et tous ces conflits, tout particulièrement la lutte des classes, sont exacerbés par la baisse du taux de profit.

II Situation économique et lutte des classes.

UN EXEMPLE : LA MOBILISATION DES MASSES EN AMERIQUE LATINE

Les monopoles impérialistes jouent un rôle décisif dans l'exploitation des ressources naturelles des pays économiquement arriérés économiquement, dans la surexploitation de la population laborieuse de ces pays dominés ou semi-dominés.

Et chaque fois que cela s'avère nécessaire et possible, les gouvernements de ces mêmes puissances impérialistes utilisent tous les moyens, y compris militaires, pour faire prévaloir les intérêts de leurs monopoles et y préserver leurs profits exceptionnels, le taux de profit réalisé étant souvent plus élevé que le taux de profit moyen à l'échelle mondiale.

On a pu encore le vérifier avec l'intervention militaire des États-Unis en Irak, comme avec celle de l'armée française sur ordre de Chirac en Côte d'Ivoire.

Les régimes compradores de ces pays dominés ont comme fonction de préserver - au compte de

l'impérialisme - cette domination, se voyant gratifiés en échange de quelques avantages financiers substantiels.

Quant aux États semi-dominés tels que l'Argentine, leurs bourgeoisies nationales ont dû - au cours des trente dernières années - se soumettre de manière croissante aux exigences impérialistes.

Ainsi les divers gouvernements argentins ont-ils bradé l'ensemble des ressources du pays et la totalité des entreprises contrôlées par l'État. Les groupes industriels et bancaires espagnols et français - notamment - ont pu depuis vingt ans se tailler des chasses gardées exceptionnellement profitables, dans la distribution d'eau et dans les téléphones -Suez, France-Télécom ...) par exemple, ou dans le transport aérien désormais sous contrôle espagnol.

Il en fut de même en Bolivie, au Pérou et, à des degrés divers, dans les autres pays latino-américains.

Pour la plus grande part de la population de ces pays, ce processus a signifié une misère croissante, souvent épouvantable. Ceci a conduit - en particulier depuis quatre ans - à des affrontements sociaux et politiques de grande ampleur débouchant sur des crises révolutionnaires. Durant l'hiver 2001-2002, la mobilisation révolutionnaire des masses argentines a jeté à bas le gouvernement. En Bolivie, la mobilisation des ouvriers et de l'ensemble de la population laborieuse s'est cristallisée sur la question du gaz, exigeant l'abrogation des contrats passés par le gouvernement avec les compagnies étrangères, et la complète nationalisation de cette industrie. A deux reprises, à dix-huit mois d'intervalle, le gouvernement a été chassé par la grève, les manifestations et les affrontements avec l'appareil d'État.

Mais en Bolivie, en Argentine, comme dans d'autres situations analogues (Pérou, Équateur), le prolétariat a

été politiquement et organisationnellement incapable de prendre le pouvoir faute parfois - purement et simplement - de tout parti "ouvrier" (comme en Argentine), et dans tous les cas faute de réelle organisation révolutionnaire à même de dégager une issue politique, de combattre sur une ligne de front unique pour une alternative gouvernementale saisissable par les masses, pour une issue ouvrière à caractère transitoire qui permette aux travailleurs de postuler directement au pouvoir et d'avancer dans la voie qui mène au socialisme.

Dans ces conditions, les gouvernements sont restés aux mains des représentants de la bourgeoisie qui tentent souvent d'utiliser à leur profit ces mobilisations, qui se servent de ces mobilisations pour exiger de l'impérialisme et de ses monopoles une répartition moins désavantageuse des profits.

EN ARGENTINE, LE ROLE DU GOUVERNEMENT KIRCHNER

Cette politique est tout à fait claire en Argentine, où le gouvernement Kirchner a réussi à imposer une renégociation de la dette qui s'est traduite par une dévalorisation substantielle d'une partie de cette dette. De même a-t-il, jusqu'à aujourd'hui, contraint les compagnies étrangères intervenant dans les secteurs de l'eau, de l'électricité ou du téléphone, à se contenter de profits libellés en peso, c'est à dire largement amputés depuis la dévaluation du peso, leur refusant toute augmentation massive des prix antérieurement définis en équivalents dollars.

Certains de ces groupes ont ainsi mis la clé sous la porte, leurs activités étant alors reprises par des groupes

financiers argentins. Il y a ainsi tentative de "renationalisation" - au moins partielle - au profit de la bourgeoisie argentine d'une partie des moyens de production.

Ceci ne met pour autant pas fin aux affrontements de classes en Argentine même si le gouvernement Kirchner, avec l'appui des bureaucraties syndicales, tente de dévoyer et de canaliser au profit de la bourgeoisie, les mobilisations des masses. En témoigne la grève récente des travailleurs du métro de Buenos Aires, qui est d'une grande importance politique.

CONSEQUENCES SUR LES PRIX PETROLIERS

La question du coût des matières premières est une question importante pour les économies capitalistes, et les modifications du prix de ces matières ont d'amples répercussions économiques.

Karl Marx en dégage les raisons : *"des fluctuations de prix de la matière première affectent toujours le taux de profit, même si elles laissent le salaire, donc le taux de la masse de plus-value, absolument intact"; et il remarque : "la richesse naturelle en fer, charbon, bois, etc ..., éléments principaux de la construction et de l'utilisation des machines, apparaît ici comme le résultat de la fécondité naturelle du capital et intervient dans la fixation du profit, indépendamment du niveau des salaires."*

Sur cette base, il observe que : *"même dans les branches d'industrie où n'entrent pas de matières premières proprement dites, cet élément figure sous forme de matières auxiliaires ou de composants de machines, etc...; de ce fait, ces variations de prix se répercutent proportionnellement sur le taux de profit [...] De là résulte l'importance particulière, pour les pays industriels, d'avoir des matières premières à bas prix, lors même que les fluctuations des prix de la matière première ne s'accompagneraient absolument pas de modifications dans la sphère de vente du produit, donc*

tout à fait indépendamment du rapport de la demande et de l'offre."

Un autre fait important est alors dégagé :

"La valeur des matières premières et auxiliaires entre totalement et d'un seul coup dans la valeur du produit pour lequel on les consomme, tandis que la valeur des éléments fixes du capital n'y entre que peu à peu, au fur et à mesure de leur usure. Il en résulte que le prix des matières premières affecte le prix du produit à un degré bien plus élevé que ne le fait le prix du capital fixe, bien que le taux de profit soit déterminé par la somme de valeur totale du capital utilisé, quelque quantité qui en soit ou n'en soit pas consommée."

Karl Marx aborde à partir de là d'autres aspects sur lesquels il conviendrait de s'attarder. Mais observons que ce qui valait, à l'époque de Marx, pour le charbon, vaut aujourd'hui tout particulièrement pour le pétrole et que la volonté d'en contrôler les ressources a provoqué - et provoque encore - nombre d'expéditions militaires impérialistes.

Rappelons ainsi que, lors de son second mandat, le président Clinton avait multiplié les pressions pour obtenir des pays producteurs une baisse du prix du pétrole, se rendant à deux reprises en Arabie Saoudite à

cette fin. Il n'eut pas gain de cause, le baril de pétrole demeurant alors à un niveau - jugé excessif pour l'impérialisme - de 25 à 30 \$.

L'invasion militaire de l'Irak décidée par le premier gouvernement Bush - invasion décidée et programmée dès janvier 2001, neuf mois avant les attentats du 11 septembre - a permis ensuite, même si ce n'était pas le principal objectif, une baisse rapide du prix du pétrole. L'Arabie Saoudite et quelques autres durent se résoudre à un baril à 18 \$.

Cela n'a pas duré. La résistance en Irak - bien que limitée - les attentats contre les installations pétrolières, les difficultés de l'impérialisme américain à constituer un gouvernement stable à son service, ont limité la production de pétrole. Les prix ont remonté puis se sont envolés.

Plusieurs causes ont joué dans le même sens : la première est l'insuffisance des capacités de production, les monopoles s'étant montré durant des années peu soucieux de mettre en production des champs pétrolifères coûteux d'accès; la deuxième cause est l'insuffisance qui existe également dans le raffinage (aucune raffinerie n'a été construite durant 25 ans aux États-Unis); la "reprise" - essentiellement par la consommation en 2003/2004 - constitue une autre cause, reprise marquée par les importations massives de pétrole qui sont nécessaires aujourd'hui à l'économie chinoise, celle-ci étant mise au service, de manière croissante, de la consommation américaine. C'est alors que la spéculation a pu jouer à partir d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, en l'amplifiant.

A 65/70 \$ le baril, il serait ridicule de considérer que la hausse du pétrole et des autres matières premières ne se serait qu'un facteur "secondaire" ou "conjoncturel".

Pour les travailleurs, confrontés à la hausse du prix de l'essence, du gaz et du fuel domestique, ceci n'a rien de "secondaire" et se traduit par une baisse immédiate de leur pouvoir d'achat.

Pour les économies capitalistes qui importent massivement, ceci contribue à la baisse du taux de profit et contrecarre la "reprise", même si la hausse actuelle a le caractère, pour les pays producteurs, d'un "rattrapage" des prix rendu nécessaire par la baisse du dollar, et même si une partie du "sur-profit" pétrolier est ensuite rapatriée et recyclée dans les pays impérialistes.

Or, dans ces fluctuations du prix du pétrole, la lutte des classes a joué partiellement un rôle. On a vu ce qu'il en est pour la production irakienne. Mais l'on doit aussi rappeler que le gouvernement Chavez, afin de pouvoir

canaliser et contrôler le mouvement des masses vénézuéliennes et atténuer - souvent de manière clientéliste - la misère des plus pauvres, devenue explosive, a été contraint de s'affronter aux représentants directs de l'impérialisme américain dans son pays.

Le contrôle renforcé du gouvernement vénézuélien sur la production pétrolière qui en est résulté s'est traduit par une augmentation des prix ainsi que par une nouvelle répartition des profits entre le Vénézuéla et l'impérialisme américain.

Ce qui n'empêche pas Chavez d'être un ardent défenseur du capitalisme au Vénézuéla et de rechercher - au delà des déclarations bruyantes - des arrangements avec le gouvernement américain.

De même les affrontements en Équateur, l'occupation des champs pétrolifères par les manifestants protestant contre le pillage des ressources pétrolières, ont provoqué la suspension des exportations. Le prix du pétrole s'en est immédiatement ressenti.

C'est ainsi que de manière incessante, l'ensemble du prolétariat - par son combat pour défendre salaires et conditions de travail - intervient dans les oscillations du taux de profit et contribue, par sa résistance, à la baisse de ce taux.

Bien évidemment, ce ne sont que des combats partiels et limités dont les résultats - quand l'offensive capitaliste est mise en échec - sont aussitôt remis en cause. De ce point de vue, rien ne peut être définitivement acquis ni préservé tant que la classe ouvrière n'aura pas pris le pouvoir, exproprié le capital, démantelé l'État bourgeois pour construire un État ouvrier. Mais l'essentiel réside aujourd'hui en ce qu'explique Marx dans Le Manifeste :

"De temps à autres, les travailleurs sont victorieux mais leur combat est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union de plus en plus étendue des travailleurs [...]: cette organisation du travail en classe et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours [...]. Le but immédiat des communistes est [...] : organisation des prolétaires en parti de classes, destruction de la suprématie bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat."

Septembre 2005

Un article ultérieur reviendra sur plusieurs points importants non abordés ici.

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE AMERICAINE EN CRISE

Capacités de production excédentaire, guerre des prix, dettes gigantesques : les monopoles de l'automobile, protégés par l'État et le gouvernement américains, poursuivent leurs attaques contre les travailleurs.

Les difficultés des trois grands groupes de l'automobile américaine – les « Big three » - ne sont pas nouvelles. Leur situation de monopoles, la protection du marché national, leur a garanti de confortables profits durant des décennies. Mais les monopoles ne peuvent faire disparaître la concurrence, et l'ouverture accrue du marché mondial les a soumis à la pression croissante de leurs principaux rivaux japonais et allemands. D'une certaine manière, la situation de l'automobile américaine est emblématique de l'évolution des rapports économiques et financiers depuis cinquante ans entre l'impérialisme américain, allemand et japonais.

Toyota, Mercedes et quelques autres ont conquis peu à peu une place croissante sur le marché américain, en important puis en construisant sur place. En quinze ans, Toyota a ainsi conquis 14% du marché, c'est-à-dire autant que le troisième des « big three ». Ceux-ci

contrôlaient à eux seuls 70 à 73% du marché américain entre 1993 et 1997. Ils n'en contrôlent plus que 58% au début de l'année 2005. A cela s'ajoute le fait qu'une partie de ces 58% est désormais sous contrôle d'un trust rival puisque le puissant groupe Mercedes-Benz a fait main basse sur Chrysler group, le plus petit des trois géants américains avec 14% du marché. Or Chrysler a préservé ses parts de marché depuis son rachat.

Néanmoins, la politique des bas taux d'intérêt décidée par la FED en 2001 et les somptueux cadeaux fiscaux offerts par le gouvernement Bush aux couches aisées de la population ont permis aux constructeurs automobiles de préserver l'essentiel de leurs ventes, en particulier des véhicules les plus coûteux (gros tout-terrain et pick-up) pour lesquels les profits sont élevés. C'est ainsi que General Motors a pu distribuer, de 2002 à 2004, des bénéfices deux fois plus élevés qu'en 2001 (même si une part notable de ces bénéfices provient des marchés non-américains ou des services financiers). Quant à Ford, après des pertes sévères en 2001 et 2002, il a engrangé de nouveau de sensibles bénéfices en 2004.

GUERRE DES PRIX

Mais les capacités de production sont restées excédentaires alors même que la politique de déficits budgétaires et de taux d'intérêts quasi nuls arrivait à ses limites. Entre février 2004 et février 2005, les ventes de gros véhicules ont chuté de 8%. Or ces « light trucks » génèrent 80% des profits de Ford et G.M. Une guerre des prix féroce s'est alors développée, à coups de rabais de plusieurs milliers de dollars par véhicule pouvant atteindre 9200 \$ pour certains gros 4x4, soit 25% du prix catalogue. Les marges bénéficiaires se sont effondrées. La hausse de l'acier – renchérisant les coûts de

production – et celle du pétrole ont aggravé la situation. La moitié des ménages américains gagnant moins de 25 000 dollars par an – dont l'immense majorité des travailleurs – a d'ores et déjà dû réduire l'usage de sa voiture du fait de la hausse du prix de l'essence. Avec 26% du marché au début de l'année 2005, la part de G.M était au niveau le plus bas depuis 1925 tandis que les constructeurs japonais tiraient largement profit de leurs coûts de production moins élevés et de véhicules moins gourmands en carburant.

LA DETTE DE GENERAL MOTORS : UNE BOMBE A RETARDEMENT

Cette situation menace les capacités de G.M à faire face à ses immenses dettes : 106 milliards d'obligations auxquels s'ajoutent 300 milliards d'engagements inscrits à son passif. La dette de G.M négociable sur le marché est ainsi supérieure à celle de la Russie. L'ensemble de ses créances représente un tiers de l'endettement de la France.

Autre mesure du poids de cette dette obligataire : le secteur automobile représente 20% du marché mondial

des obligations d'entreprises, et G.M avec Ford « pèsent » à eux deux 75% de ce secteur.

Certes G.M continue à rétribuer ses actionnaires et sa trésorerie de 23 milliards de dollars lui permet de faire face aux prochaines échéances. Mais la situation d'ensemble est telle que, en mars 2005, les agences de notation menacent de « dégrader » le classement de cette dette, ce qui conduirait au renchérissement de la charge de cette dette et à des possibles secousses sur le marché obligataire.

G.M ET FORD RELEGUES AU RANG D'OBLIGATIONS POURRIES

Début mai, c'est chose faite : l'agence Standard and Poors » relègue la dette de G.M au rang de « junk bonds ». Le même sort est réservé à la dette de Ford, estimée à 100 milliards d'euros sans compter la dette bancaire. Cette décision se traduit par une augmentation immédiate des coûts de financement de cette dette. Au-delà, c'est une menace pour tout le marché obligataire : nombre de fonds obligataires ne sont pas autorisés à

détenir des obligations ainsi déclassées et doivent les vendre. Or les fonds spéculatifs qui interviennent alors sur ce type d'action peuvent difficilement faire face à un tel afflux (en 2004, le volume émis de ces actions ne fut « que » de 10 milliards de dollars).

Cette situation de concurrence exacerbée et de menace financière conduit les directions de ces groupes –

grassement rémunérées - à essayer par tous les moyens de préserver ou rétablir le taux de profit. Ces moyens sont divers. Le premier consiste à combattre pour

diminuer la valeur de la force de travail. Mais ce n'est pas le seul moyen.

DIVERS MOYENS DE CONTRECARRER LA BAISSÉ DU TAUX DE PROFIT

On l'a vu, l'un des moyens utilisés fut le recours aux bas taux d'intérêt. Certes, ceux-ci ont remonté de manière sensible en un an, passant – pour le principal taux de la FED – de 1% à 3,75%. Mais ce niveau demeure faible si l'on tient compte qu'il est encore équivalent à celui de l'inflation, ramenant le taux réel à quasi-zéro.

De ce fait, après une baisse en début d'année, les ventes automobiles ont repris en mai-juin aux États-Unis à un niveau équivalent à celui de l'année précédente. En outre, ce bas niveau allège d'autant le coût de la dette massive des constructeurs.

La concentration du capital automobile, la fusion de monopoles, permet de réduire une partie des éléments du capital constant : la mise en commun des achats de fournitures, la diminution du nombre de sous-traitants, poussent vers le bas les prix obtenus des fournisseurs. Cette politique a été décisive pour rétablir les profits de Nissan après sa fusion avec Renault. La production d'éléments communs en plus grande série (moteurs, plates-formes) contribue quant à elle à réduire le coût des investissements, composante majeure du capital constant. Ceci peut passer par des accords « techniques » entre monopoles distincts. C'est la politique suivie par PSA avec d'autres groupes tel Toyota : production commune de moteurs, voire de véhicules entiers.

Autre moyen de préserver le taux de profit : la diminution des temps de rotation du capital ou de l'une de ses deux sections – temps de production et temps de circulation – ce qui accroît la masse de plus-value produite. Cette recherche d'un temps réduit de rotation du capital se traduit par la politique dite de « flux tendu », mise en œuvre dans tous les secteurs de production, et la

quasi disparition, parfois, de stocks de matières premières ou de marchandises produites et non encore vendues.

Ainsi, alors que General Motors est handicapé par des stocks d'inventures atteignant trois mois pour certains modèles, d'autres constructeurs (PSA, VW) ne « lancent » la production que dans l'heure suivant la commande. Pour la production de Smart (Lorraine), les principaux sous-traitants sont installés sur le site même du producteur de voiture afin de réagir « dans l'heure » à toute évolution de commande.

C'est cette politique qui détermine la recherche systématique par le patronat de la plus grande flexibilité des travailleurs contraints de devoir s'adapter jour après jour à l'évolution des carnets de commande. En France, la loi d'annualisation du temps de travail dite des « 35 heures » procède de cette adaptation aux besoins des capitalistes. La mise œuvre de cette loi a souvent permis une augmentation de taux d'exploitation des travailleurs, par le non-paiement des heures supplémentaires par exemple.

Mais même si ce n'est pas le cas, la rotation accélérée du capital, la réduction de la fraction improductive du capital (stocks de matières premières par exemple) et « tout raccourcissement de ce genre » comme l'écrit Marx « augmentera le taux de profit ».

Bien évidemment, à tous ces moyens mis en œuvre pour rétablir le taux de profit vient s'ajouter un moyen décisif : l'attaque contre les salaires (directs et indirects), la hausse de la plus-value relative et de la plus-value absolue, tout ce qui contribue à la baisse de la valeur de la force de travail.

OFFENSIVE CONTRE LES ACQUIS OUVRIERS

Au printemps 2005, la direction de General Motors annonce la suppression de 25 000 postes en trois ans, soit 14% des effectifs. Ce nouveau plan s'ajoute à ceux des années antérieures, de l'ordre de 5% par an. Ces suppressions de postes sont pour une part essentielle permises par l'augmentation de la productivité : en 2004, il fallait moins de 28 heures de travail en moyenne pour fabriquer aux États-Unis une voiture Toyota (une grande partie des composants étant fabriqués par des sous-traitants). En un an, la compétitivité des usines Toyota aux États-Unis a progressé de 5,5%. Pour construire une Nissan, il fallait 29,4 heures, et 32 pour une Honda en moyenne. Pour G.M., le résultat était proche de 34,3 heures. L'écart entre les différents groupes n'est pas très élevé, moins de sept heures de travail par véhicule tout au plus, soit moins de 1% du prix final du véhicule.

Ce n'est donc pas ceci qui explique, aux États-Unis, les difficultés des « Big three » par rapport à leurs concurrents japonais. D'autant moins que l'un de ces trois – désormais branche américaine de Daimler-

Chrysler – a réalisé les plus importants gains de productivité de tous les constructeurs installés aux États-Unis sur trois ans. On a fait appel à d'autres explications : différences de qualité, vieillissement des gammes ...

L'explication essentielle se situe ailleurs et permet de comprendre pourquoi, sur le premier trimestre 2005, G.M. perdait, selon une étude récente, 2311 dollars par véhicule construit aux États-Unis, et pourquoi Chrysler n'en gagnait guère que 186 (et 620 pour Ford) tandis que Toyota affichait 1488 dollars de profit par véhicule.

Il suffit de confronter ces chiffres à quelques autres données. La première est que non seulement les travailleurs employés par les entreprises japonaises – installées parfois récemment – sont plus jeunes et donc moins payés que ceux des « vieux » centres de production de G.M et Ford, mais qu'en outre les groupes japonais ont choisi de s'installer dans des régions sans tradition industrielle, et où la législation sociale – concernant notamment le droit syndical – est bien moins

favorable aux travailleurs. Ce qui profite y compris à des groupes qui, tels Toyota, sont installés aux États-Unis depuis 25 ans.

De ce fait, en dépit de la politique de collaboration des bureaucrates syndicaux de l'UAW, l'existence de syndicats a contribué à des niveaux de salaires plus élevés et les travailleurs ont arraché, par leur combat, d'incontestables acquis. Ainsi les frais médicaux et de retraites à la charge des « Big three » représenteraient

1300 (voire 1600) dollars par voiture tandis que le coût des retraites sur une Toyota n'est que de 180\$.

Ce sont ces données qui conduisent le patronat à proposer de nouvelles « négociations » en avril 2005 afin d'obtenir une remise en cause de l'accord conclu jusqu'en 2007. Encore faut-il que les travailleurs, aujourd'hui ou en 2007 lorsque l'accord arrivera à échéance, demeurent sans combattre. Une fois encore, l'évolution de la situation économique ne peut être séparée de la lutte des classes.

BULLETTIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » :

10 NUMÉROS : 15 €UROS

NOM : **Prénom** :

ADRESSE :

CODE POSTAL : **LOCALITÉ** :

(Écrire en caractères d'imprimerie. Merci)

Chèques à établir à l'ordre de : C.P.S.

Envoyer à C.P.S. : B.P. 44428 - 69241 LYON CEDEX 4

Combattre pour le Socialisme : fondateur Stéphane Just

Bi-trimestriel édité par l'association (loi 1901) **Combattre pour le socialisme**

présidée par Hélène Bertrand, responsable de la publication.

CPS : BP 44428 - 69241 Lyon Cedex 4 ; Imprimerie spéciale

Commission paritaire : 67187 **ISSN** : 0763790 X

Site Web : <http://www.cps-presse.com> – e-mail : cps@cps-presse.com